



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Organización  
de las Naciones Unidas  
para la Educación,  
la Ciencia y la Cultura

Организация  
Объединенных Наций по  
вопросам образования,  
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة  
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、  
科学及文化组织

## **Discours de la Directrice générale de l'UNESCO**

**Irina Bokova,**

### **à l'occasion du lancement de la version française du Rapport de l'UNESCO sur la science**

**Djibouti, le 4 décembre 2016**

Excellence Monsieur Abdoul Kader Kamil, Premier  
Ministre de la République de Djibouti

Monsieur le Ministre Nabil Mohamed Ahmed, chargé de  
l'enseignement supérieur et de la recherche de la  
République de Djibouti

Monsieur Ayeid Mousseid Yahya, Ambassadeur et  
délégué permanent de la République de Djibouti auprès  
de l'UNESCO

Mesdames et Messieurs du corps diplomatique

Chers professeurs et étudiants

Mesdames, messieurs,

Merci d'être venus si nombreux aujourd'hui pour célébrer, ensemble, le lancement de la version française du Rapport de l'UNESCO sur la science.

Ce rapport est unique en son genre, et dresse l'état des tendances mondiales en recherche et développement.

Il s'appuie sur les travaux d'une soixantaine d'auteurs internationaux – sur les analyses des politiques scientifiques de plus de 140 pays, sur les données statistiques de 189 pays.

Il n'a pas d'équivalent.

Notre ambition est simple et forte : partager cette connaissance avec le plus grand nombre ; pour renforcer les politiques, accélérer la recherche, soutenir l'innovation.

Aujourd'hui, grâce à la coopération renforcée entre l'UNESCO et la République de Djibouti, nous lançons une nouvelle phase de cette ambition.

En publiant ce rapport en Français, nous élargissons l'horizon de ce rapport auprès de 274 millions de francophones dans le monde.

Je suis très reconnaissante à la République de Djibouti pour cette initiative qui témoigne aussi de l'ambition du pays à s'engager davantage dans l'enseignement supérieur, la recherche et finalement dans la politique scientifique pour le développement durable. Telle est le sens de l'Agenda 2030 et telle est l'ambition de l'UNESCO.

Ce rapport a été présenté la semaine dernière, en avant-première, à l'ensemble des chefs d'Etats réunis lors du Sommet International de la Francophonie, à Madagascar – et j'en suis très reconnaissante car c'est un symbole politique très fort, qui marque la volonté de faire de la science un pilier de la coopération internationale.

Si la recherche demeure dominée par les grandes économies du G20, l'investissement dans la recherche progresse partout dans le monde.

Elle progresse rapidement.

Les dépenses en recherche-développement des pays à faible revenu ont doublé entre 2007 et 2013, pour atteindre près de 4 milliards de dollars.

Les pays en développement sont de plus en plus nombreux à faire le choix de la science pour le développement.

Ce mouvement est particulièrement net en Afrique, où la demande des Etats d'un soutien de l'UNESCO pour les politiques scientifiques et technologique est de plus en plus forte, et exigeante, et je peux en témoigner, qu'il s'agisse d'améliorer les pratiques de gouvernance, de renforcer l'agriculture, la santé ou l'industrie, de moderniser les infrastructures et donner des réponses au changement climatiques.

Ces stratégies témoignent d'une transition historique vers une économie moins dépendante des ressources naturelles et davantage tournée vers le savoir.

Cette transition est en marche, et elle ne peut réussir qu'en s'appuyant sur une croissance plus inclusive, créatrice d'emplois, plus intelligente, avec des services plus qualifiés et des produits à plus forte valeur ajoutée, et plus durable, et respectueuse de l'environnement.

La connaissance est le pétrole des sociétés du savoir.

La science est le moteur de cette nouvelle économie.

Et les universités et les entreprises peuvent travailler ensemble, pour accélérer cette transition, par la formation, la recherche, le partage des connaissances.

Le Rapport regorge d'exemples pour aider à construire cette collaboration vertueuse et mettre en œuvre des politiques adaptées.

Mesdames, Messieurs,

Ce rapport paraît à un moment charnière dans l'agenda mondial.

Pour la première fois, le rôle de la science, la technologie et l'innovation est explicitement reconnu comme moteur de tous les objectifs du développement durable d'ici 2030. C'était l'ambition de l'UNESCO de faire le pont entre les Sciences, Technologies et Information et la politique.

C'est vrai de la gestion durable de l'eau.

C'est vrai de la lutte contre le dérèglement climatique.

C'est un enjeu central de la sécurité énergétique et de l'innovation industrielle.

C'est vrai y compris dans des pays dont l'économie repose sur de puissantes réserves pétrolières comme l'Algérie et l'Arabie saoudite, et qui investissent massivement dans l'énergie solaire.

Avec son niveau d'ensoleillement, la République de Djibouti est, elle aussi, bien positionnée pour le développement de ces énergies renouvelables.

Et je voudrais saluer la volonté politique de la Présidence et du gouvernement de faire de Djibouti un pôle de rayonnement scientifique à travers la région, et pour l'Afrique. Et en particulier à travers la création d'un Observatoire pour le changement climatique qui desservirait non seulement Djibouti mais aussi tout l'Est africain.

Il y a moins d'un mois, la République de Djibouti ratifiait l'Accord de Paris sur le climat.

C'est le signe d'une volonté forte, qui s'exprime dans l'ensemble du continent.

Le Rwanda a été un des premiers pays au monde, en 2008, à interdire les sacs plastiques et à les remplacer par des sacs biodégradables en fibre de coton, de banane ou de papyrus.

L'engagement du Rwanda en faveur de l'environnement n'a pas entravé la croissance, bien au contraire.

Depuis une décennie, l'économie croît à un rythme annuel de 5,5% en moyenne.

Mesdames, Messieurs,

Les scientifiques sont plus nombreux, et plus mobiles que jamais : c'est une des grandes tendances soulignées dans ce rapport.

Ils collaborent plus que jamais avec leurs pairs à l'étranger.

Mais les femmes représentent toujours moins d'un chercheur sur trois dans le monde, surtout dans les sciences de l'ingénierie et l'informatique.

Nous ne pourrions pas relever les défis du développement durable et du changement climatique en laissant la moitié de notre potentiel scientifique sur le banc de touche.

Chaque homme, chaque femme a son rôle à jouer dans la transition vers un mode de vie plus inclusive, plus intelligent et plus durable.

Cela suppose de renforcer les liens entre science, politique et société.

Cela suppose de renforcer les politiques d'innovation.

Cela suppose d'élargir et de renforcer chaque jour un peu plus l'équipe mondiale de la recherche scientifique, de recruter des nouveaux talents, dès le plus jeune âge, de leur donner le goût de la science, à l'école.

En proposant aujourd'hui ce rapport mondial en français, nous voulons élargir le nombre des vocations, convaincre encore davantage de l'importance de la science, et mobiliser le monde francophone pour dynamiser le monde scientifique.

Tel est notre message.

Telle est notre ambition.

Et je veux saluer la République de Djibouti de son engagement fort à porter cette ambition partout dans le monde.